



46 milliards d'euros pour les actionnaires des milliers d'emplois supprimés et des faibles salaires pour les salariés

Les entreprises du CAC 40, c'est-à-dire les sociétés les plus importantes de la Bourse de Paris, ont enregistré 77 milliards de bénéfices en 2016, selon une étude des cabinets de conseil Ricol Lasteyrie et Ernst&Young. Cela représente une hausse de 39 % sur un an.

Ces entreprises ont versé 46 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. « *Un record* » selon le journal *Les Echos* daté du 6 juillet 2017.

Le chiffre d'affaires de ces entreprises n'a augmenté que de 0,9 % ! A périmètre constant, c'est-à-dire si on exclut les entreprises qui sont entrées dans l'indice CAC40 en 2016 et si on retient sa composition de 2015, le chiffre d'affaires de ces entreprises a même reculé de 1 %. Moins d'activité et plus de profits, voilà ce qui s'est passé dans 17 entreprises sur les 40 qui composent l'indice CAC 40.

Selon les experts qui ont réalisé cette étude, ces entreprises « *ont des fondements solides* » ; mais « *il reste un point noir : leur difficulté à retrouver le chemin de la croissance* » !

Quant à la masse salariale, c'est-à-dire le multiple de l'emploi et des salaires, les experts n'ont pas donné de chiffres, mais voilà comment ils résument la situation : « *la stratégie de réorganisation et de maîtrise des coûts ont porté leurs fruits* ». Réorganisation, maîtrise des coûts, dans le langage des financiers, cela veut dire suppression de postes, pression sur les salaires... Michelin en donne l'exemple et annonce la suppression de 1 500 postes en France d'ici 2021.

Pour les actionnaires, les financiers la seule chose qui compte, c'est bien les profits. Cela fait des décennies que gouvernements et experts nous répètent : « *les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain* ». Les profits ont en effet fortement augmenté, mais l'emploi et l'investissement sont toujours à la traîne.

Selon l'étude, hors banques et assurances, l'investissement de ces entreprises a augmenté de 2,5 % à 81 milliards d'euros. Ce montant est très en-deçà du niveau atteint en 2012 (92 milliards) et nettement en-dessous du niveau d'avant la crise (86 milliards en 2008). Et cela alors même que ces entreprises disposent d'une trésorerie de 186 milliards d'euros. Au lieu de servir à l'activité, cet argent est surtout mobilisé pour réaliser des opérations de nature financière : « *on peut espérer un retour des grandes de fusions-acquisitions* », dit un de ces experts.

Il faut souligner que toutes ces entreprises profitent des mesures comme le pacte de compétitivité et le CICE qui coûtent 40 milliards par an au budget de l'Etat. Une partie de cet argent se trouve à présent dans les poches des actionnaires du CAC 40.

Ces données confirment, une nouvelle fois, que pour créer des emplois, lutter contre le chômage, la précarité et les inégalités et renforcer le potentiel productif du pays, il faut changer les choix de politique économique et les choix stratégiques des entreprises.

C'est ce que propose la Cgt en exigeant, entre autres, une vraie évaluation de ces politiques et les droits d'une intervention réelle des salariés sur les choix stratégiques des entreprises.

6 juillet 2017